

BLAY contre COMPAGNIE DES MINES DE LIÉVIN; VI, 366.

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL de Dijon, du 30 décembre 1896. Mines; dommages causés à un édifice construit sur un terrain ayant été vendu avec clause de non-garantie (*affaire GOUTHIERE contre SCHNEIDER ET C^{ie}*); VI, 321.

— 3 avril 1897. Nîmes. Caisse de prévoyance d'ouvriers mineurs; ouvrier blessé; validité de la procédure malgré l'usage indûment accordé du bénéfice de l'assistance judiciaire; défaut d'acceptation des clauses de la caisse de prévoyance; rejet de la requête (*affaire ROUX contre MARSAUT*); VI, 430.

— 30 avril 1897. Angers. Carrière; exploitation dans le terrain d'autrui moyennant redevance; défaut de déclaration; responsabilité pénale des auteurs des travaux d'extraction; VI, 341.

— 21 mai 1897. Lyon. Arrêt confirmant purement et simplement le jugement du tribunal civil de Saint-Etienne du 14 août 1895 (voir *infra*, p. 186).

— 12 juillet 1898. Alger. Exploitation, par le concessionnaire d'une mine de fer, de minerais de fer superficiels sis à l'intérieur de la concession (*affaire GUINEBERTIÈRE ET HARVIN contre C^{ie} DES MINERAIS DE FER MAGNÉTIQUE DE MOKTA-EL-HADID*; mines de *Bou-Hamra*); VII, 527.

— 22 décembre 1898. Lyon. Redevances tréfoncières; interprétation des actes administratifs déterminant la quotité de ces redevances; renvoi à statuer devant l'autorité compétente (*affaire SOCIÉTÉ CIVILE DES TRÉ-*

FONDS contre COMPAGNIE DES MINES DE ROCHE-LA-MOLIERE ET FIRMINY); VIII, 643.

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL de Lyon, du 15 novembre 1899. Grève d'ouvriers mineurs; réquisition; nécessité de l'intervention des autorités locales; application de l'article 5 du décret du 3 janvier 1843 (*grève d'août 1899 aux mines de la Loire*); IX, 202.

— 22 décembre 1899. Douai. Mines; dégradations causées à des terrains; irrecevabilité d'offres d'indemnité représentant la dépréciation de ces terrains devenus impropres à recevoir des constructions; responsabilité des dommages causés aux constructions élevées postérieurement (*affaire RINCHEVAL contre COMPAGNIE DES MINES DE LIÉVIN*); IX, 467.

— 13 février 1900. Orléans. Carrière souterraine; galeries superposées constituant des propriétés distinctes; droits des propriétaires respectifs (*affaire BIGOT contre BONROY*); X, 26.

— 23 mars 1900. Alger. Exploitation, par le concessionnaire d'une mine de fer des minerais de fer superficiels sis à l'intérieur de la concession (arrêt rejetant un déclinatoire d'incompétence déposé par le préfet du département; *affaire GUINEBERTIÈRE ET HARVIN contre COMPAGNIE DES MINERAIS DE FER MAGNÉTIQUE DE MOKTA-EL-HADID*; mines de *Bou-Hamra*); IX, 485.

— 23 mars 1900. Alger. Arrêt conforme au précédent (mêmes parties; mines des *Karézas*); IX, 494.

— 27 mars 1900. Douai. Acci-

dent imputable aux préposés d'une compagnie minière; responsabilité civile de celle-ci et action récursoire contre les préposés (*affaire GAMBERT contre COMPAGNIE DES MINES DE DROCOURT*); X, 183.

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL d'Alger, du 5 mai 1900. Exploitation, par le concessionnaire d'une mine de fer, des minerais de fer superficiels sis à l'intérieur de la concession (arrêt de sursis à la suite d'un arrêté de conflit, *affaire GUINEBERTIÈRE ET HARVIN contre COMPAGNIE DES MINERAIS DE*

FER MAGNÉTIQUE DE MOKTA-EL-HADID; mines de *Bou-Hamra*); IX, 486.

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL d'Alger, du 5 mai 1900. Arrêt conforme au précédent (mêmes parties; mines des *Karézas*); IX, 494.

— 27 juin 1900. Douai. Appareils à vapeur; contravention aux règlements; application de la loi du 21 juillet 1856; X, 206.

— 8 mars 1901. Amiens. (Même affaire que la précédente); X, 209.

DIX-HUITIÈME SECTION

JUGEMENTS DE TRIBUNAUX

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL d'Alais, du 23 novembre 1871. Tarrissement de sources occasionné par l'exploitation souterraine d'une mine; terrains d'où provenaient les sources appartenant au concessionnaire (*affaire VILLESCHE contre COMPAGNIE DES FORGES ET FONDERIES D'ALAIS*); IV, 13.

— 17 juin 1881. Saint-Etienne. Tarrissement de sources occasionné par l'exploitation souterraine d'une mine; dommages causés à des fonds voisins de la mine; absence de responsabilité (*affaire SIGRAND contre COMPAGNIE DES MINES DE ROCHE-LA-MOLIERE ET FIRMINY*); IV, 18.

— 13 novembre 1886. Saint-Etienne. Mines; accident; res-

ponsabilité (jugement préparatoire; Voir *infra* le jugement au fond du 27 juin 1888; *affaire FRÉRY contre SOCIÉTÉ DES HOUILLÈRES DE SAINT-ETIENNE*); I, 300.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL DE Saint-Etienne, du 24 février 1887 (jugement préparatoire; même affaire que la précédente); I, 300.

— 29 mai 1888. Saint-Etienne. Redevances tréfoncières; cessation de l'exploitation de la mine ayant entraîné la suspension de ces redevances; exploitation par remblais (*affaire SOCIÉTÉ CIVILE DES TRÉFONDS contre exploitants de la mine de MONTAUD*); III, 63.

— 27 juin 1888. Saint-Etienne. Accident survenu dans une mine;

responsabilité civile de la société exploitante nonobstant le fait que le travail, au cours duquel l'accident s'est produit, était confié par entreprise à un tiers (*affaire FRÉRY contre SOCIÉTÉ DES HOUILLÈRES DE SAINT-ETIENNE*) ; I, 302.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL DE Nevers, du 19 novembre 1888. Exploitation d'une carrière sous des chemins vicinaux; prescription de l'action civile (*affaire COMMUNE DE SAINT-LÉGER-DES-VIGNES contre BERTILLOT et consorts*) ; II, 14.

— 29 novembre 1888. *Saint-Etienne*. Expropriation d'un terrain occupé par un concessionnaire de mines [*affaire SOCIÉTÉ DES HOUILLÈRES DE SAINT-ETIENNE contre L'ETAT (manufacture d'armes de Saint-Etienne)*] ; I, 250.

— 6 juin 1890. *Marseille*. Conditions d'emplacement de chaudières installées en 1879, avec l'assentiment du propriétaire de l'immeuble voisin, conformément aux prescriptions du décret, alors en vigueur, du 25 janvier 1865 (*affaire PONCELET ET LAGET contre époux GOUTINES*) ; II, 416.

— 28 juin 1890. *Saint-Etienne*. Indivisibilité d'une concession de mines; contrat visant le fractionnement des produits (*affaire COMPAGNIE DES MINES DE MONTRAMBERT contre COMPAGNIE DE LA RICAMARIE et consorts AGUILLON ET SOVIGNET*) ; IV, 463.

— 24 juillet 1890. *Saint-Etienne*. Mines; épuisement des eaux provenant d'une concession voisine; absence d'avantage procuré à cette dernière concession à raison de son inexploitation; aucune indemnité due (*affaire PELLETIER*

contre SOCIÉTÉ ANONYME DES HOUILLÈRES DE SAINT-ETIENNE) ; III, 296.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL d'Alais, du 2 décembre 1890. Accident; action civile; interruption de la prescription par suite d'une reconnaissance tacite de la dette (*affaire MALBOS contre COMPAGNIE DE BESSÈGES*) ; II, 499.

— 13 mars 1891. *Villefranche (Aveyron) (tribunal correctionnel)*. Règlements intérieurs de mines homologués par le préfet; question de l'approbation ministérielle en vertu du décret du 3 janvier 1813; I, 291.

— 6 juin 1891. *Amiens (tribunal civil)*. Chemins de fer d'intérêt local; accident survenu sur un passage à niveau non muni de barrières (*affaire TABARY contre COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER ÉCONOMIQUES*) ; II, 499.

— 30 juin 1891. *Aubusson*. Mines; dommages causés à la propriété superficielle par suite d'une interdiction d'irriguer; calcul de l'indemnité due (*affaire époux MOUROT contre COMPAGNIE DES HOUILLÈRES D'AHUN*) ; V, 469.

— 8 août 1891. *Douai*. Ouvrier mineur; congédiement pour absence non autorisée (*affaire MOCHÉ contre COMPAGNIE DES MINES D'ANICHE*) ; II, 578.

— 14 mars 1892. *Saint-Etienne*. Cession d'une concession de mines; dégâts provenant de travaux antérieurs à cette cession; responsabilité du cédant (*affaire SOCIÉTÉ ANONYME DES HOUILLÈRES DE RIVE-DE-GIER contre SOCIÉTÉ ANONYME DES MINEURS DU GIER*) ; III, 502.

— 5 avril 1892. *Lens (justice de*

paix). Cité ouvrière appartenant à un exploitant de mines; stationnement dans une rue en dépendant (*affaire SOCIÉTÉ DES MINES DE LENS contre DILLY*) ; II, 582.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL DE Béthune, du 29 décembre 1892 (même affaire que la précédente) ; II, 585.

— 23 février 1893. *Béthune*. Dégradations causées à des terrains par l'exploitation souterraine d'une mine; irrecevabilité d'offres d'indemnité représentant la dépréciation des terrains devenus impropres à recevoir des constructions (*affaire RINCHEVAL contre SOCIÉTÉ DES MINES DE LENS*) ; VI, 18.

— 23 juin 1893. *Forcalquier*. Tassement de sources occasionné par l'exploitation souterraine d'une mine; responsabilité de l'exploitant (*affaire AUROUZE contre SOCIÉTÉ DES MINES DE BIAUX*) ; IV, 28.

— 26 juillet 1893. *Saint-Etienne*. Mines; redevances tréfoncières; incompétence de la juridiction civile sur la question d'interprétation des actes qui ont fixé les conditions de paiement de ces redevances (*affaire NEYRON-DE-SAINT-JULIEN contre COMPAGNIE DES MINES DE ROCHE-LA-MOILLÈRE ET FIRMINY*) ; IV, 272.

— 23 novembre 1893. *Bône*. Mines de fer concédées; revendication par des propriétaires du sol de gisements superficiels; appel en garantie de l'Etat vendeur des terrains de surface (*affaire époux JUMEL DE NOIRETTERE contre COMPAGNIE DES MINES DE FER MAGNÉTIQUE DE MORTAEL-HADID*) ; VIII, 432.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL DE Niort, du 13 mars 1894. Mines; occupation de terrains par un exploitant de mines; dépréciation causée à ces terrains; dommages-intérêts (*affaire consorts de CHANTREAU contre SOCIÉTÉ DES MINES DE SAINT-LAURS*) ; IV, 302.

— 30 mai 1894. *Saint-Etienne*. Tassement de sources occasionné par l'exploitation souterraine d'une mine; responsabilité de l'exploitant (*affaire MINAIRE contre COMPAGNIE DES MINES DE LA LOIRE*) ; IV, 25.

— 1^{er} juin 1894. *Béthune*. Dommages causés par l'exploitation souterraine d'une mine; affaissement du sol; travaux d'exhaussement imposés à l'exploitant (*affaire DELASSUS contre COMPAGNIE DES MINES DE LIÉVIN*) ; V, 493.

— 6 juillet 1894. *Bordeaux (tribunal correctionnel)*. Bateau à vapeur; contravention tombant sous l'application de la loi du 21 juillet 1856; complicité (*affaire bateau à vapeur « GÉDÉON COUDERT »*) ; V, 427.

— 17 juillet 1894. *Saint-Etienne*. Concession de mines; validité d'un traité passé avec les propriétaires du sol antérieurement à l'acte de concession (*affaire consorts NICOLAS contre COMPAGNIE DES MINES DE LA LOIRE*) ; VIII, 360.

JUGEMENT DU TRIBUNAL DE JUSTICE DE PAIX de Saint-Etienne (canton sud), du 26 octobre 1894. Caisse de secours d'ouvriers mineurs; nomination des membres du conseil d'administration; application de l'article 11, §2, de la loi du 29 juin 1894 (continuité des cinq années de travail dans la circonscription pour l'éligibilité

des membres de ce conseil) (*élection des s^{rs} Jour, LHÉRISSEL et PLATTON ; SOCIÉTÉ DE SECOURS DES MINES DE BEAUBRUN*) ; III, 551.

JUGEMENT DU TRIBUNAL DE JUSTICE DE PAIX de Compiègne, du 27 novembre 1894 (*tribunal correctionnel*). Carrière abandonnée ; absence de clôture ; contravention à la charge du propriétaire du terrain ; VI, 339.

— 1^{er} décembre 1894, Douai (*justice de paix ; canton sud*). Caisse de secours d'ouvriers mineurs ; nomination des membres du conseil d'administration (loi du 23 juin 1894, article 14) ; contentieux électoral (SOCIÉTÉ DE SECOURS DES MINES D'ANICHE) ; IV, 83.

— 2 décembre 1894. Aubin (Aveyron). Caisse de secours d'ouvriers mineurs ; nomination des membres du conseil d'administration ; question d'éligibilité (application de l'article 41 de la loi du 29 juin 1894 ; *affaire SOCIÉTÉ DE SECOURS DES MINES DE CRANSAC*) ; IV, 90.

— 22 avril 1895. Nancy (*tribunal civil*). Détournement de sources occasionné par l'exploitation d'une mine ; exécution, à la charge de l'exploitant, des travaux nécessaires pour la réparation du dommage (*affaire MULLER contre SOCIÉTÉ DE VEZIN-AULNOYE*) ; V, 97.

— 22 juin 1895. Lens (*justice de paix*). Caisse de secours d'ouvriers mineurs (loi du 29 juin 1894) ; nomination des membres du conseil d'administration ; question de l'éligibilité à ces fonctions, des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs (*affaire SOCIÉTÉ DE SECOURS DES MINES DE BÉTHUNE ; élection du s^r BEUGNET*) ; IV, 405.

JUGEMENT DU TRIBUNAL DE JUSTICE DE PAIX de Béthune, du 9 août 1895 (*tribunal civil*). (Jugement par défaut). Caisse de secours d'ouvriers mineurs ; nomination et renouvellement des membres du conseil d'administration (application de l'article 12 de la loi du 29 juin 1894 ; durée du mandat de l'administrateur) ; (*affaire SOCIÉTÉ DE SECOURS DES MINES DE LENS*) ; IV, 494.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL d'Autun, du 13 août 1895. Mines ; dommages causés à un édifice bâti sur un terrain vendu avec clause de non-garantie (*affaire GOUTHIÈRE contre SCHNEIDER ET C^{ie}*) ; VI, 317.

— 14 août 1895. Saint-Etienne Mines : dommages à la surface ; responsabilité de l'exploitant (*affaire CLARARD contre COMPAGNIE DES MINES DE MONTRAMBERT*) ; X, 144.

— 23 août 1895. Béthune. Caisse de secours d'ouvriers mineurs ; rejet de l'opposition au jugement rendu par défaut le 9 août 1895 (voir *suprà*) ; IV, 495.

— 24 août 1895. Romans (*tribunal de commerce*). Mines de schistes bitumineux ; distillation et vente, par le concessionnaire, des huiles minérales en provenant ; caractère juridique de l'entreprise (*affaire VALLAT, MALLEVAL ET C^{ie} contre RÉROLLE ET CONSORTS (SOCIÉTÉ DES MINES DE SCHISTES DE CHEVIGNY)*) ; V, 396.

JUGEMENT DU TRIBUNAL DE JUSTICE DE PAIX de Lens, du 18 septembre 1895. Caisse de secours d'ouvriers mineurs ; nomination et renouvellement des membres du conseil d'administration ; délais à observer (application des articles 41 et 13 de la loi du 29 juin 1894) ;

(*affaire SOCIÉTÉ DE SECOURS DES MINES DE LENS*) ; V, 334.

JUGEMENT DU TRIBUNAL DE JUSTICE DE PAIX de Vimy, du 19 septembre 1895 (*justice de paix*). *Idem* ; même affaire que la précédente ; V, 337.

— 21 septembre 1895. Cambrai (*justice de paix*). *Idem. Idem* ; V, 338.

— 18 mars 1896. Albi. Mines ; occupation de terrains ; acquisition et paiement au double de la parcelle occupée et indemnité au simple pour dommages causés à la propriété (*affaire FENIÈS contre COMPAGNIE DES MINES DE CARMAUX*) ; VI, 345.

— 22 avril 1896. Châteauroux (*tribunal correctionnel*). Carrière ; défaut de déclaration ; question de la prescription ; VII, 72.

— 1^{er} juin 1896. Aix (*tribunal civil*). Caisse de secours d'ouvriers mineurs antérieure à la loi du 29 juin 1894. Liquidation (*affaire CAISSE DE SECOURS DES MINES DE TRETTS*) ; VI, 284.

— 1^{er} juin 1896. Saint-Etienne. Eaux minérales ; travaux portant atteinte à la conservation des sources ; responsabilité civile (jugement préparatoire) ; (*affaire COMPAGNIE DES EAUX MINÉRALES DE SAINT-GALMIER et CONSORTS THIOLIERE contre FORISSIER et CONSORTS*) ; VII, 382.

— 4 juin 1896. Béthune. Dommages causés par l'exploitation souterraine d'une mine à une propriété superficielle et au régime d'un cours d'eau la traversant (*affaire ARONIO DE REMBLAY contre COMPAGNIE DES MINES DE LIÉVIN*) ; VI, 363.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de la Seine, du 10 juin 1896. Caisse de secours d'ouvriers mineurs antérieure à la loi du 29 juin 1894 ; cessation de liquidation par suite de la liquidation de la société concessionnaire de la mine (*affaire veuve AMBROISE et consorts contre SOCIÉTÉ DES MINES DE BERT*) ; V, 667.

— 22 juin 1896. Saint-Etienne. Mines ; redevances tréfoncières ; interprétation des actes administratifs déterminant la quotité de ces redevances ; renvoi à statuer devant l'autorité compétente (*affaire SOCIÉTÉ CIVILE DES TRÉFONDS contre COMPAGNIE DES MINES DE ROCHE-LA-MOILLÈRE ET FIRMINY*) ; VIII, 642.

— 11 décembre 1896. Tébessa (*tribunal de simple police*). Exploitation de phosphate de chaux en Algérie ; carrière ouverte antérieurement à la mise en vigueur du règlement du 12 octobre 1895 ; VI, 445.

— 23 décembre 1896. Alais (*tribunal civil*). Caisse de prévoyance d'ouvriers mineurs ; ouvrier blessé ; validité de la procédure malgré l'usage indûment attribué du bénéfice de l'assistance judiciaire (*affaire ROUX contre MARSAUT*) ; VI, 429.

— 5 janvier 1897. Aix. Caisse de secours antérieure à la loi du 29 juin 1894 ; liquidation ; homologation du rapport d'expertise (*affaire CAISSE DE SECOURS DES MINES DE TRETTS*) ; VI, 285 et 293.

— 22 mars 1897. Baugé (*tribunal correctionnel*). Carrière ; exploitation dans le terrain d'autrui

moyennant redevance; défaut de déclaration; VI, 340.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de *Béthune*, du 23 juillet 1897. Institutions patronales pour allocation de secours à raison d'accidents; caractère non contractuel (*affaire TOUZART contre COMPAGNIE DES MINES DE VICOIGNE ET NŒUX*); VIII, 36.

— 23 novembre 1897. *Bône*. Exploitation, par le concessionnaire d'une mine de fer, de minerais superficiels sis à l'intérieur du périmètre de la concession (*affaire GUINEBERTIÈRE ET HARVIN contre COMPAGNIE DES MINÉRAIS DE FER MAGNÉTIQUE DE MOKTA-EL-HADID; mines de Bou-Hamra*); VII, 524.

— 16 décembre 1897. *Béthune*. Mines, occupation de terrains; règlement de l'indemnité due (*affaire consorts DUPOUICH contre COMPAGNIE DES MINES DE BÉTHUNE*); VIII, 37.

— 8 mars 1898. *Saint-Girons*. Mines; droits d'invention (*affaire CARBONNEL contre SCHMID*); IX, 60.

— 9 juin 1898. *Saint-Etienne*. Eaux minérales; travaux portant atteinte à la conservation des sources; responsabilité civile (*affaire COMPAGNIE DES EAUX MINÉRALES DE SAINT-GALMIER et consorts THIOLLIÈRE contre FORISSIER et consorts*); VII, 385.

— 15 février 1899. *Blois* Carrière souterraine; galeries superposées constituant des propriétés distinctes; droits des propriétaires respectifs (*affaire BIGOT contre BONROY*); X, 19.

— 31 mars 1899. *Bône*. Exploitation, par le concessionnaire d'une mine de fer, des minerais

superficiels sis à l'intérieur de la concession (*affaire GUINEBERTIÈRE ET HARVIN contre COMPAGNIE DES MINÉRAIS DE FER MAGNÉTIQUE DE MOKTA-EL-HADID; mines des Karézas*); IX, 489.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de *Béthune*, du 27 avril 1899. Mines; dommages causés à un immeuble; responsabilité de l'exploitant nonobstant les offres, préalablement faites par lui de payer la dépréciation du terrain devenu impropre à recevoir des constructions (*affaire RINCHEVAL contre SOCIÉTÉ DES MINES DE LENS*); X, 466.

— 1^{er} juin 1899. *Béthune*. Accident imputable aux préposés d'un exploitant de mines; responsabilité de ce dernier et action récursoire contre les préposés (*affaire GAMBERT contre COMPAGNIE DES MINES DE DROCOURT*); X, 482.

— 23 juin 1899. *Bône*. Exploitation, par le concessionnaire d'une mine de fer, des minerais de fer superficiels sis à l'intérieur de la concession (*affaire GUINEBERTIÈRE ET HARVIN contre COMPAGNIE DES MINÉRAIS DE FER MAGNÉTIQUE DE MOKTA-EL-HADID; mines de Bou-Hamra*); IX, 481.

— 30 août 1899. *Saint-Etienne*. (*tribunal correctionnel*). Grève d'ouvriers mineurs; réquisition; application de l'article 5 du décret du 3 janvier 1813 (*grève d'août 1899 aux mines de la Loire*); IX, 202.

— 3 avril 1900. *Saint-Etienne* (*tribunal de commerce*). Contestations entre les exploitants de mines et leurs ouvriers; incompétence des conseils de prud'

hommes (*affaire GUILLAUMOND contre Veuve PAYEN*); IX, 237.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de *Saint-Etienne*, du 7 avril 1900 (*tribunal correctionnel*). Grève d'ouvriers mineurs, réquisitions; application de l'article 5 du

décret du 3 janvier 1813 (*grève d'août 1899 aux mines de la Loire*); IX, 204.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL de *Lille*, du 5 mai 1900. Appareils à vapeur; contravention aux règlements; X, 205.

IV. — Documents divers.

DIX-NEUVIÈME SECTION

CONVENTION INTERNATIONALE de Berne, du 14 octobre 1890, pour le transport des marchandises par chemins de fer. Extrait. Dispositions réglementaires, III, 30; Déclaration additionnelle du 20 septembre 1893; V, 565; Arrangement additionnel du 16 juillet 1895, V, 6.

CAISSES DE SECOURS ET DE RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS. Commission arbitrale pour la liquidation des anciennes caisses de prévoyance. Discours prononcé, le 18 août 1894, par M. Barthou, ministre des travaux publics, à la séance d'installation de la commission arbitrale instituée en conformité de l'article 26 de la loi du 29 juin 1894; III, 458. — Discours prononcé, le 12 février 1896, par M. Guyot-Dessaigne, ministre des travaux publics, à la séance de clôture des travaux de la commission

arbitrale; V, 65. — Note sur les travaux de la commission arbitrale; V, 327.

RAPPORTS de la commission supérieure du travail. Extraits concernant le travail des enfants et des femmes, dans les mines, minières et carrières, années: 1895, V, 633; 1896, VI, 532; 1897, VII, 567; 1898, VIII, 534; 1899, IX, 439; 1900, X, 415.

RAPPORTS de la commission de la Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur. Rapports concernant les années: 1891, I, 409; 1892, II, 574; 1893, III, 614; 1894, IV, 533; 1895, V, 659; 1896, VI, 540; 1897, VII, 572; 1898, VIII, 673; 1899, IX, 551; 1900, X, 421.

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900. Récompenses décernées aux exposants; extraits concer-